

13/10/2016

Accueil

Ouverture

Système éducatif

Identité et culture

Pause-café

Économie

Déjeuner

Risques naturels

Politique et statut

Mutualisation

Clôture

La mutualisation interministérielle et les services de l'État en Polynésie française

*M. Jean-François COURTOIS
Directeur des moyens et de
la modernisation de l'État
au haut-commissariat*

Intervention de Jean-François COURTOIS

Directeur des moyens et de la modernisation de l'État (haut-commissariat)

1. L'action territoriale de l'État en Polynésie française

L'État en PF

2. La mutualisation au sein des services de l'État en Polynésie française

La mutualisation au sein des services de l'État

3. La Semaine de l'innovation publique en Polynésie française

La Semaine de l'innovation publique

L'ACTION TERRITORIALE DE L'ÉTAT EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

L'État en Polynésie française

(loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004)

- **Article 3** : « Le haut-commissaire de la République, représentant de l'État, représentant de chacun des membres du gouvernement, est dépositaire des pouvoirs de la République. Il a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et des engagements internationaux, de l'ordre public et du contrôle administratif. »
- **Article 7** sur le principe de spécialité législative de la collectivité de la Polynésie française (« le Pays »)
- **Article 13** sur la compétence de droit commun du Pays
- **Article 14** sur les compétences limitativement énumérées de l'État
- **Article 31** sur les compétences partagées entre le Pays et l'État
- **Article 43** sur les compétences limitativement énumérées des communes de la Polynésie française

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Le représentant de l'État en Polynésie française

(décret n° 2007-422 du 23 mars 2007)

- **Article 1 :** « Le Haut-Commissaire de la République en Polynésie française est dépositaire de l'autorité de l'État. Il a la charge des intérêts nationaux et du respect des lois. Il représente le Premier ministre et chacun des ministres. Il veille à l'exécution des règlements et des décisions gouvernementales. Il dirige, sous l'autorité des ministres, les services déconcentrés des administrations civiles de l'État en Polynésie française [...]. »

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Le représentant de l'État en Polynésie française

(décret n° 2007-422 du 23 mars 2007)

- **Article 2** : « Le Haut-Commissaire détermine les orientations nécessaires à la mise en œuvre en Polynésie française des politiques nationales et communautaires de sa compétence. Il assure le contrôle administratif des institutions de la Polynésie française, des communes et de leurs établissements publics. Il veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les autorités de la Polynésie française et des communes. [...] »
- **Article 29** sur la composition et le rôle du comité de l'administration de l'État (CAE)

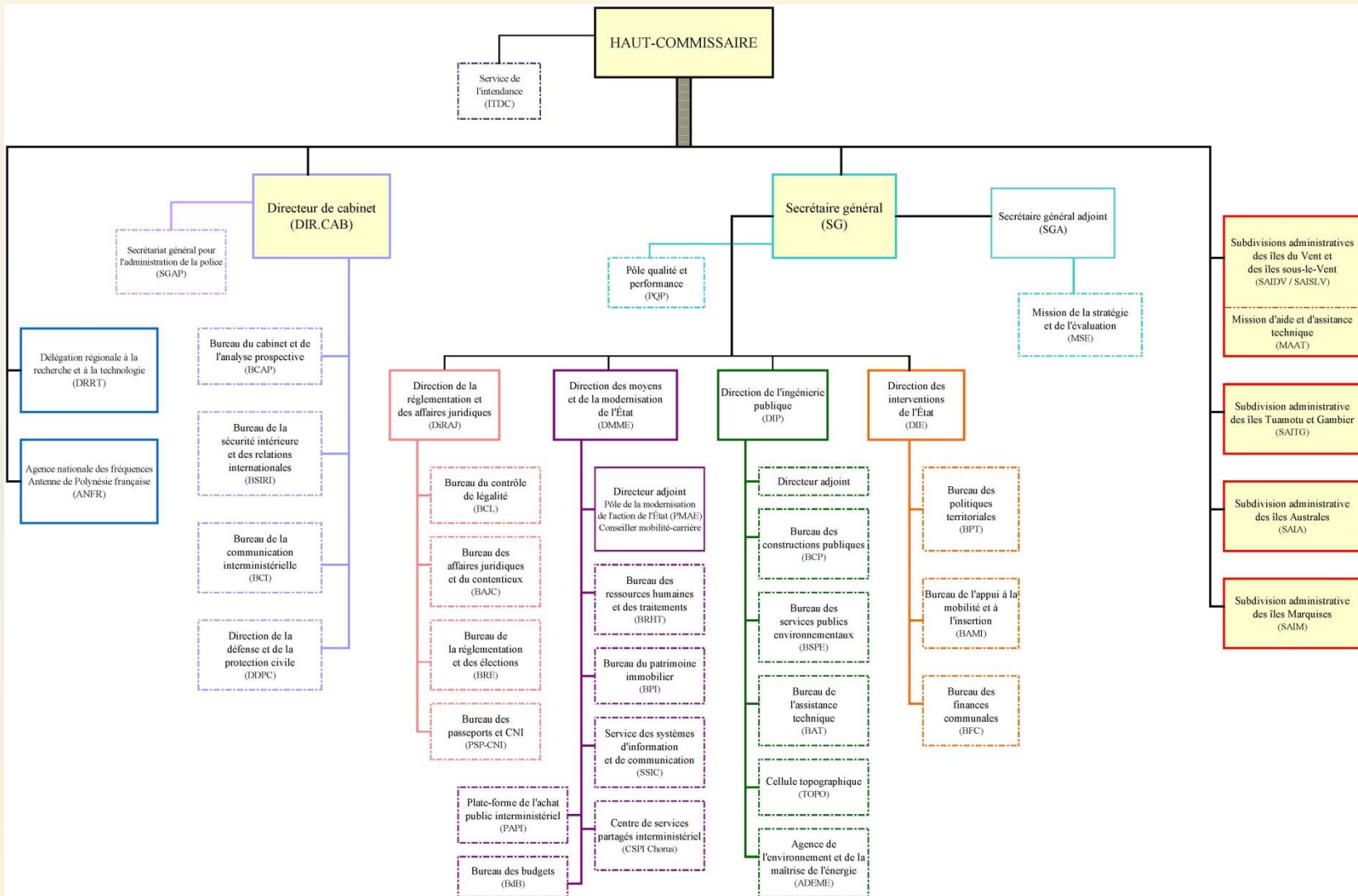
L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Le haut-commissariat

(arrêté n° HC/420/DMME/BRHT/jc du 5 janvier 2016)



L'État en PF

La mutualisation au sein des services de l'État

La Semaine de l'innovation publique

Les effectifs de l'État en Polynésie française au 31/12/2015

Ministère de l'environnement de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Service d'État de l'aviation civile en Polynésie française (SEAC.PF)	253
Service des affaires maritimes (SAM)	11
Institut française de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)	44
Agence des aires marines protégées (AAMP)	4

Ministère de la justice

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Cour d'appel de Papeete (CA), Tribunal de première instance (TPI) et Service administratif régional (SAR)	150
Établissements pénitentiaires de la Polynésie française	180
Centre de détention de Papeari	-
Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP)	30
Direction territoriale de la protection judiciaire de la jeunesse (DTPJJ)	25

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Les effectifs de l'État en Polynésie française au 31/12/2015

Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Vice-rectorat (VR) hors corps des enseignants	73
Université de la Polynésie française (UPF) dont l'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE)	220
Délégation régionale à la recherche et à la technologie (DRRT)	3

Ministère de l'intérieur

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Haut-commissariat de la République en Polynésie française	259
Direction de la sécurité publique (DSP), direction de la police aux frontières (DPAF), service de la sécurité intérieure (SSI), secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP), centre régional de formation pour la Police nationale (CRF)	253
Commandement de la Gendarmerie (COMGEND)	418
Délégation du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS)	2

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Les effectifs de l'État en Polynésie française au 31/12/2015

Ministère de la défense

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Forces armées en Polynésie française (hors Gendarmerie) + Régiment du service militaire adapté de Polynésie française (RSMA, Ministère des outre-mer)	1 898
Office national des anciens combattants et des victimes de guerre (ONAC-VG)	4

Ministère de l'économie et des finances

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Direction des finances publiques (DFiP)	153
Direction régionale des douanes de Polynésie française	138

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Service formation développement (SFD), hors corps des enseignants	22

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Les effectifs de l'État en Polynésie française au 31/12/2015

Organismes divers

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Tribunal administratif (TA)	9
Direction interrégionale de Météo-France	82
Chambre territoriale des comptes (CTC)	14
Centre de recherches insulaires et observatoire de l'environnement (CRIOBE)	32
Institut de recherche pour le développement (IRD)	17
Antenne de l'agence nationale des fréquences de Polynésie française (ANFR)	4
Institut d'émission de l'outre-mer (IEOM)	33
Agence française de développement (AFD)	16
Laboratoire de géophysique (CEA/DASE/LDG)	8
Laboratoire d'étude et de suivi de l'environnement (LESE/IRSN)	4
Comité territorial de l'audiovisuel (CTA)	1

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Les effectifs de l'État en Polynésie française au 31/12/2015

Personnels mis à disposition des services de la Polynésie française

Organisme	Effectifs au 31/12/2015
Imprimerie officielle	10
Éducation (administratif)	1
Éducation (personnel enseignant - public)	4 405
Éducation (personnel enseignant - privé)	1 032
Enseignement agricole (personnel enseignant)	42
Direction de la santé (administratifs)	5
Personnel de santé (infirmiers)	83
Contributions et impôts (administratifs)	2
Service des affaires économiques (administratif)	1
Affaires foncières et cadastre (administratifs et techniques)	12
Service de l'équipement (administratifs et techniques)	7
Service du développement durable (administratifs et techniques)	3

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

Les dépenses de l'État en Polynésie française au 31 décembre 2015

Dépenses de l'État en Polynésie française en 2015	1 523 399 628 €
Dépenses de personnels (T2)	1 050 071 251 €
Autres dépenses (HT2)	473 328 377 €
<i>Dépenses de fonctionnement</i>	108 081 082 €
<i>Dépenses d'investissement</i>	62 156 057 €
<i>Dépenses d'intervention</i>	303 091 238 €

L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

L'État en PF

La
mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

LA MUTUALISATION AU SEIN DES SERVICES DE L'ÉTAT EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

La mutualisation au sein des services de l'État en Polynésie française

Contexte :

- Territoire fragmenté sur une surface vaste comme l'Europe et éloigné de la métropole et des administrations centrales.
- Faible nombre d'administrations de l'État, généralement constituées de petites structures.
- Gestion des fonctions supports très hétérogène.
- Absence de structures d'appui interministérielles mises en place en Polynésie française.

L'État en PF

La mutualisation au sein des services de l'État

La Semaine de l'innovation publique

Enjeux :

- Renforcement de l'unité et de la cohérence de l'administration territoriale de l'État.
- Développement d'une culture interministérielle.
- Harmonisation et cohérence des pratiques.
- Economies d'échelle et gains d'efficacité et d'efficience.

La mutualisation au sein des services de l'État en Polynésie française

Mutualisation interministérielle :

- Dynamique interministérielle formalisée dans le Schéma directeur des mutualisations (SDM), validé en réunion du CAE du 7 juillet 2015.
- Pilotage et évaluation relevant d'un comité de pilotage.
- Coordination interministérielle assurée par le Pôle de la modernisation de l'action de l'État (PMAE) du haut-commissariat, en lien avec les réseaux interministériels.

L'État en PF

La
mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

La mutualisation au sein des services de l'État en Polynésie française

Déjà des résultats :

- Convention CMIT
- Formation interministérielle
- Logiciel de paie Fenua
- CSPI Chorus
- Marché interministériel de téléphonie VODAFONE
- Journée récréative interministérielle

L'État en PF

La
mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

La mutualisation au sein des services de l'État en Polynésie française

Ambitions à horizon 2020 :

- Parvenir à des politiques harmonisées et convergentes.
- Mettre en place des politiques dynamiques et incitatives.
- Quelques actions prioritaires :
 - harmonisation des pratiques en matière de ressources humaines ;
 - rénovation et pérennisation du système d'information de paie Fenua ;
 - création de structures de type centre de services partagés interministériel (CSPI) pour les fonctions supports relatives à la GRH, la paie (avec le développement d'un outil informatique), la formation puis création d'une direction interministérielle des moyens de l'État (DIME) ;
 - évolution statutaire des corps en présence (réf : CEAPF à vocation interministérielle pour les filières administrative et technique).

L'État en PF

La mutualisation au sein des services de l'État

La Semaine de l'innovation publique

L'État en PF

La
mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

LA SEMAINE DE L'INNOVATION PUBLIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

DU 14 AU 18 NOVEMBRE 2016

Généralités :

- Événement national porté par le secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP).
- 3^e édition nationale / 2^e édition en Polynésie française ;

Objectifs :

- Valoriser les actions innovantes développées localement qui concourent à la modernisation de l'action publique (MAP), telles que la **mutualisation interministérielle** ;
- Susciter dans un premier temps l'intérêt des citoyens et des usagers aux enjeux de la MAP, puis, faire d'eux des acteurs publics à part entière.

Appel à projets innovants :

- Thème : « je connais mieux mon service public »
- Pour candidater, rendez vous sur :

goo.gl/kf7AgU



L'État en PF

La mutualisation
au sein des
services de
l'État

La Semaine de
l'innovation
publique

